



Jean
Frédéric
Bacher
Audit

Commissaire aux comptes
inscrit près
la Cour d'Appel de Colmar

24, avenue de Bôle 68300 SAINT-LOUIS
Tél. 03.89.69.21.87 | Fax. 03.89.69.28.46

www.commissaire-aux-comptes.com

« FONDS A.P.E.I HIRSINGUE »

Fonds de dotation

**41 rue du Général de Gaulle
68560 HIRSINGUE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Exercice clos le 31 décembre 2025
(Période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025)**



Mesdames, Messieurs,

1 OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Conseil d'Administration en date du 1^{er} juillet 2025, j'ai effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation « Fonds A.P.E.I HIRSINGUE » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

2 FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

.../...



Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants exposés dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant les dons et legs reçus au cours de l'exercice ainsi que l'évolution de la dotation consommable initiale.

3 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

.../...



4 VERIFICATION SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5 RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

.../...



6 RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à SAINT LOUIS,
le 24 juin 2026.

Le Commissaire aux Comptes
Jean-Frédéric BACHER



**Annexe au rapport sur les comptes annuels relative à
La description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- *il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- *il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*
- *il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- *il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*
- *il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)	7 862	7 862		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 692 016	850 356	841 660	841 660
Constructions	6 145 201	1 450 442	4 694 759	4 968 896
Installations techniques, matériels et outillage industriels	233 791	79 491	154 300	184 214
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	230		230	230
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	8 079 100	2 388 151	5 690 949	5 995 000
STOCKS ET EN-COURS				4 264
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				4 264
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	51 472	42 893	8 579	23 279
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	11 788		11 788	16 472
Charges constatées d'avance	9 256		9 256	7 438
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	1 400 015		1 400 015	1 205 015
Disponibilités	258 018		258 018	272 850
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	1 730 549	42 893	1 687 656	1 529 317
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	9 809 650	2 431 044	7 378 605	7 524 318



Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves	425 348	354 735
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	425 348	354 735
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	99 177	70 613
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	524 524	425 348
Fonds propres consommables	3 709 611	3 684 370
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	4 234 135	4 109 717
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 076 229	3 279 338
Emprunts et dettes financières diverses	27 665	23 440
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 229	41 803
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales	11 347	7 939
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		37 407
Autres dettes		24 673
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	3 144 470	3 414 600
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	7 378 605	7 524 318



Compte de résultat



Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens	150 241	178 431
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	397 810	400 183
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat	1 500	
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		97 919
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	89 601	7
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	639 152	676 539
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	42 170	67 346
Variation de stocks	4 264	-3 624
Autres achats et charges externes	99 016	141 449
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	31 892	31 293
Salaires	18 927	12 527
Cotisations sociales	7 925	5 194
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	332 749	317 933
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	5	0
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	536 946	572 119
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	102 206	104 421
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	31 398	2 821
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	31 398	2 821
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	34 427	36 628
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	34 427	36 628
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-3 029	-33 808
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	99 177	70 613
Produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	670 550	679 360
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	571 374	608 747
EXCÉDENT OU DÉFICIT	99 177	70 613
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	50 265	117 210
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	50 265	117 210
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	50 265	117 210
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	50 265	117 210



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

Le FONDS APEI HIRSINGUE a pour objet de recevoir et gérer, en les capitalisant, les biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable, pour affecter les revenus de cette capitalisation au (co)financement de :

- la construction d'un immeuble collectif de logements en vue de leur location au profit, en priorité, de personnes handicapées mentales disposant d'une autonomie suffisante pour s'assumer seules dans leur vie quotidienne et moyennant des loyers modiques afin de contribuer, dans un cadre de mixité sociale, à leur insertion sociale et/ou professionnelle en milieu ordinaire,
- projets d'investissements portés par sa fondatrice et destinés à l'amélioration de la prise en charge des personnes handicapées mentales,
- toute activité sportive, de loisirs ou encore de bien être de nature à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées mentales mise en oeuvre par sa fondatrice ou par tout autre organisme d'intérêt général.

Les moyens d'action du fonds sont ceux qu'il jugera appropriés, et notamment :

- l'acquisition ou l'acceptation de tous biens meubles ainsi que tous terrains et immeubles et disposition de ces biens en tout ou partie par mise à disposition gratuite, location ou vente ;
- la réalisation d'une activité d'héliciculture avec le concours de bénévoles, et chaque fois que cela sera possible, de personnes handicapées mentales ;
- l'organisation de manifestations de bienfaisance ou de soutien exceptionnelles ;
- la prise de participation ou capital de sociétés civiles immobilières,
- la conclusion de conventions de mécénat ou de partenariat avec tout organisme de droit public ou de droit privé d'intérêt général intéressé à quelque titre que ce soit à la mission du fonds ou poursuivant une ou des missions similaires, connexes ou complémentaires ;
- l'organisation ou la participation à des rencontres, colloques, conférences ;
- l'organisation et/ou la participation à toute action de communication destinée à faire connaître l'objet du fonds et solliciter tout soutien en sa faveur ;
- l'appel à la générosité publique après autorisation administrative ;
- l'édition, la publication, la diffusion de tout document, ouvrage, article, annuaire, revue, ... sous tous supports, médias, le cas échéant, avec d'autres partenaires, susceptibles de contribuer à la réalisation de l'objet ci-dessus.

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **7 378 605,44 €**.

Le résultat net comptable est un **bénéfice** de **99 176,75 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, l'entité applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).



Fais caractéristiques

Le FONDS APEI HIRSINGUE a été constitué le 24 novembre 2017 par sa seule fondatrice l'APEI de HIRSINGUE.

Au courant de l'année 2025, il a accueilli différentes activités réalisées par des bénévoles à savoir :

- Fin de l'Héliciculture - vente des derniers stock de la précédente saison
- Opération brioches
- Gestion locative
- Manifestations

Le fonds a perçu au courant de l'exercice des dons et legs qui ont directement été comptabilisés en dotation consommable pour 25.241 €, sans passer par le résultat.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

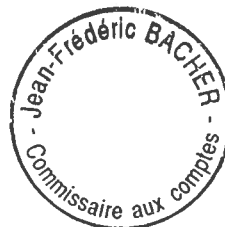
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.



Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	7 862			7 862
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 692 016			1 692 016
Constructions	6 145 201			6 145 201
Installations techniques, matériel et outillage	217 503	4 698		222 200
Autres immobilisations corporelles	11 590			11 590
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	230			230
TOTAL	8 074 403	4 698		8 079 100



- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
 (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement			7 862			7 862
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions			1 176 305	274 137		1 450 442
Installations techniques, matériel et outillage			42 441	64 051	37 797	68 695
Autres immobilisations corporelles			2 438	2 412		4 850
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			1 229 046	340 600	37 797	1 531 849



Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	850 356			850 356
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage		5 946		5 946
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	18 893	24 000		42 893
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL	869 249	29 946		899 195



- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
 (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	230	230		
Clients douteux				
Autres créances clients	51 472	51 472		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	4 204	4 204		
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	7 584	7 584		
Charges constatées d'avance	9 256	9 256		
TOTAL	72 746	72 746		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				



Informations relatives au passif

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
TOTAL					

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	3 076 229	205 329	844 015	2 026 885
Emprunts et dettes financières divers	27 665	27 665		
Fournisseurs et comptes rattachés	29 229	29 229		
Personnel et comptes rattachés	978	978		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	1 819	1 819		
Impôts sur les bénéfices				
TVA	8 245	8 245		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	304	304		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 144 470	273 570	844 015	2 026 885
Emprunts souscrits en cours d'exercice	34 427			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	237 537			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

